

Introduction

Objectifs

La crise économique récente a mis en relief le rôle majeur des pouvoirs publics au sein de nos sociétés modernes. On attend d'eux qu'ils mettent en place les conditions nécessaires à la croissance économique qui améliorera le bien-être des citoyens, qu'ils régulent le comportement des entreprises et des individus au nom de l'intérêt général, qu'ils redistribuent les revenus dans un souci d'équité et qu'ils fournissent à la population des biens et des services publics, le tout en présence de contraintes budgétaires et de pressions démographiques. Or, l'aptitude des pouvoirs publics à remplir leur rôle avec efficacité et efficience dépend, pour partie, de leurs politiques et pratiques dans des domaines aussi divers que la budgétisation, la gestion des ressources humaines ou la passation des marchés publics, entre autres.

La série *Panorama des administrations publiques* a pour objet principal de fournir des données comparatives internationales fiables sur les activités des pouvoirs publics et sur leurs résultats, dans les pays de l'OCDE et dans le reste du monde. Les pays peuvent utiliser ces données pour comparer les performances de leurs administrations, suivre leurs évolutions internes et les évolutions internationales au fil du temps et fonder leur action sur des données probantes.

Les indicateurs du *Panorama des administrations publiques* sont en train de devenir une référence dans de nombreux domaines de la gouvernance publique. En plus des indicateurs de base qui constituent la marque de fabrique de la publication, cette troisième édition propose une sélection de nouveaux indicateurs et des sources de données supplémentaires, ce qui permet de dresser un panorama plus complet des administrations publiques dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE.

Les nouveautés du *Panorama des administrations publiques 2013*

Cette édition 2013 propose plusieurs nouveautés par rapport au *Panorama des administrations publiques 2011*. Pour commencer, elle comporte trois nouveaux chapitres : « La gouvernance stratégique » (chapitre 2), qui rassemble des éléments issus des versions précédentes en y ajoutant de nouveaux indicateurs portant sur la confiance dans les pouvoirs publics, la gestion des risques et l'état de droit ; « Les femmes dans la fonction publique » (chapitre 6), qui analyse la place des femmes au sein de toutes les composantes de l'administration, du système judiciaire et du parlement ; et « Éclairage – Au service des citoyens : l'accessibilité et la qualité des services publics » (chapitre 9), qui présente un nouveau cadre d'évaluation axé sur des dimensions clés de la qualité de service (accessibilité, réactivité, fiabilité et satisfaction des usagers). Certaines caractéristiques cruciales de ces dimensions qualitatives sont mesurées pour les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice et de l'administration fiscale.

Les données relatives aux finances publiques sont présentées pour 2001, 2009 et 2011, c'est-à-dire pour des exercices qui ont respectivement précédé, coïncidé avec et suivi la

crise économique. De nouveaux indicateurs relatifs à la dette, à l'équilibre budgétaire et à l'investissement sont fournis pour des niveaux d'administration infranationaux, afin de permettre une meilleure compréhension de la structure des finances publiques des pays membres et des responsabilités des administrations d'États fédérés et des municipalités.

Des enquêtes relatives aux pratiques et procédures budgétaires, à la budgétisation axée sur la performance, aux marchés publics et à la rémunération des fonctionnaires ont été réalisées en 2012, ce qui a permis d'intégrer un ensemble renouvelé d'indicateurs sur ces thèmes. Les versions actualisées des enquêtes ont permis de recueillir des données plus détaillées et de meilleure qualité. Ainsi, dans l'enquête sur la rémunération des fonctionnaires, des données relatives à des professions clés au contact direct de l'utilisateur ont été recueillies pour la première fois, ce qui permet d'effectuer des comparaisons entre les divers pays de l'OCDE s'agissant des niveaux et de la structure de la rémunération des inspecteurs et enquêteurs de police, des agents de police, des agents de l'immigration, des inspecteurs des douanes et des inspecteurs des impôts. Pour cette édition, un indicateur relatif aux dépenses liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) est également présenté.

Définition des administrations publiques

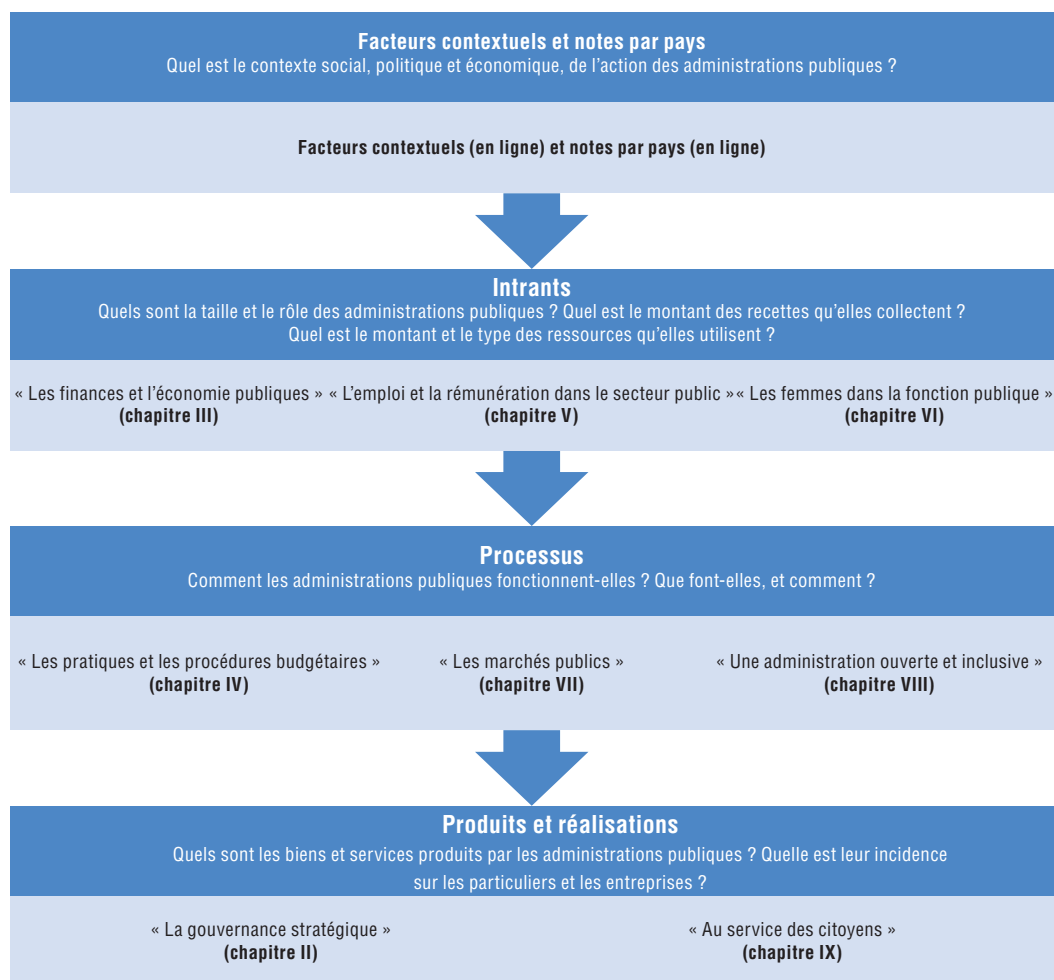
Les données relatives aux finances publiques sont fondées sur la définition du secteur des « administrations publiques » qui figure dans le *Système de comptabilité nationale* (SCN). Les administrations publiques recouvrent donc les ministères/départements, organismes publics et services ainsi que certaines institutions sans but lucratif au niveau central, au niveau des États fédérés et au niveau local, ainsi que les administrations de sécurité sociale. Les données sur les recettes et les dépenses sont présentées pour les niveaux d'administration central et infranational (États fédérés et administrations locales) et, s'il y a lieu, pour les administrations de sécurité sociale. En revanche, les données relatives à l'emploi portent sur le secteur public, qui englobe les administrations publiques et les sociétés publiques telles que les banques, ports et aéroports à capitaux publics. Enfin, les données relatives aux pratiques et procédures de gestion publique portent uniquement sur les pratiques et procédures des administrations centrales.

Portée

La portée du *Panorama des administrations publiques* va au-delà des 34 pays membres de l'OCDE. Quand elles sont disponibles, des données sont également fournies au sujet des pays candidats à l'adhésion à l'OCDE – la Fédération de Russie, par exemple – ainsi que sur d'autres grandes économies telles que l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Pour certains indicateurs, des données relatives aux pays participant aux travaux du Comité de la gouvernance publique (Afrique du Sud, Brésil, Égypte et Ukraine) ont été prises en compte. Ces pays jouent un rôle important et grandissant dans l'économie mondiale et dans les structures politiques internationales.

Cette troisième édition du *Panorama des administrations publiques* comporte des indicateurs axés sur le contexte, les intrants, les processus, les produits et les réalisations. L'édition 2013 propose un éventail élargi d'indicateurs portant sur des aspects clés des performances des administrations liés aux produits et aux réalisations de certains secteurs – y compris, pour la première fois, celui de la justice – et sur certaines dimensions de la qualité de service en matière de santé, d'éducation, de justice et d'administration fiscale. On trouvera au graphique 0.1 le cadre conceptuel du *Panorama des administrations publiques*.

Graphique 0.1. **Cadre conceptuel du Panorama des administrations publiques 2013**



Intrants

Les intrants font référence aux ressources utilisées par les administrations publiques dans le cadre de leur fonction de production ainsi qu'à la façon dont ces ressources, qui correspondent au travail et au capital, sont combinées. Les chapitres qui décrivent ces intrants sont les suivants : « Les finances et l'économie publiques », « L'emploi et la rémunération dans le secteur public » et « Les femmes dans la fonction publique ». Ils proposent des indicateurs relatifs aux dépenses publiques ainsi qu'aux coûts de production, à l'emploi et aux caractéristiques de la main-d'œuvre au sein du secteur public. Distinguer ainsi ces divers indicateurs aide à comprendre pourquoi les administrations publiques ont des capacités différentes à produire des biens publics et à les fournir aux citoyens.

Processus

Les processus font référence aux pratiques et aux procédures de gestion publique suivies par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre leurs politiques. Il s'agit directement des moyens employés par les administrations publiques pour remplir leurs fonctions et pour atteindre leurs objectifs. Par conséquent, ils sont souvent essentiels pour assurer le respect de l'état de droit, la responsabilité et l'équité ainsi que la transparence de l'action

des pouvoirs publics. Les réformes du secteur public ciblent généralement l'amélioration des processus ; par conséquent, la population leur accorde beaucoup d'attention. On trouvera dans cette édition des renseignements sur les pratiques et procédures budgétaires, sur les marchés publics et sur la mise en place d'une administration ouverte et inclusive.

Produits et réalisations

La frontière entre produits (« *outputs* ») et réalisations (« *outcomes* ») peut être floue ; les produits correspondent à la quantité de biens et de services produits par les administrations publiques, tandis que les réalisations correspondent aux effets des politiques et des pratiques sur les particuliers et les entreprises. Le succès d'une politique donnée devrait se mesurer à l'aune de ses produits dans un premier temps mais, au bout du compte, en fonction de ses réalisations. Un effort a été fait pour intégrer à cette édition un nombre accru d'indicateurs portant sur les produits et les réalisations. Les réalisations étant difficiles à mesurer, le cadre d'évaluation de la qualité précédemment évoqué a été conçu comme un outil visant à évaluer plusieurs dimensions de la prestation de services publics. On trouvera des exemples de ces indicateurs au chapitre 9, « Éclairage – Au service des citoyens : l'accessibilité et la qualité des services publics ».

Structure

Le *Panorama des administrations publiques 2013* est structuré de la façon suivante : la publication s'ouvre par un chapitre spécial consacré à la confiance dans les pouvoirs publics, et notamment à l'état actuel de cette confiance et aux difficultés qui se profilent pour les pays membres de l'OCDE.

Les chapitres 2 à 9 présentent des données portant sur les aspects suivants de l'action publique : « La gouvernance stratégique », « Les finances et l'économie publiques », « Les pratiques et les procédures budgétaires », « L'emploi et la rémunération dans le secteur public », « Les femmes dans la fonction publique », « Les marchés publics » et « Une administration ouverte et inclusive », avec un chapitre spécial intitulé : « Éclairage – Au service des citoyens : l'accessibilité et la qualité des services publics ». Ces chapitres mettent en relief la nécessité de données plus probantes sur l'impact et l'utilité des divers outils de gestion publique adoptés. La publication se clôt sur un glossaire et sur plusieurs annexes méthodologiques.

Les défis futurs

Pour produire le *Panorama des administrations publiques*, l'OCDE travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations, parmi lesquelles l'Organisation internationale du travail (OIT), le World Justice Project, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), Gallup et la Commission européenne, afin de proposer une vue d'ensemble de la nature et des modalités de l'action publique tout en évitant les doublons au niveau de la collecte des données. Cette coopération permet d'obtenir des données comparables pour les pays couverts par la publication.

Pour les éditions futures, l'équipe chargée du *Panorama des administrations publiques* prévoit de mener des travaux dans les domaines suivants :

- une cartographie des organismes du secteur public et de leurs caractéristiques
- le recueil de nouvelles données sur les pratiques en matière de gestion réglementaire et sur leurs résultats

- des indicateurs portant sur la structure, les fonctions, les pouvoirs, les responsabilités et les priorités des centres de gouvernement [c'est-à-dire du ou des services d'appui au travail collectif de l'exécutif et du Premier ministre ou du Président].
- éventuellement, une comparaison des niveaux et des structures de rémunération proposés dans le secteur public et le secteur privé
- de nouveaux indicateurs sur le lobbying et le financement de la vie politique
- une nouvelle édition de l'enquête sur les pratiques de gestion stratégique des ressources humaines.



Extrait de :
Government at a Glance 2013

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Introduction », dans *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.